

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen Fournier, directeur-gérant ; Pour la rédaction au citoyen CHAIGNÉ, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

ÉDITION DU SOIR.

Paris, 11 avril.

Révolution en Angleterre.

On assure que le Gouvernement a reçu, par le télégraphe électrique, des nouvelles de la manifestation des chartistes anglais. Les chartistes ont persévéré, comme on pouvait le prévoir, et un combat a été engagé. On ajoute qu'au moment de la dépêche télégraphique, le feu avait été mis dans plusieurs quartiers de Londres.

Tremblez aristocrates ! Et vous réactionnaires, sachez que si vous osiez relever la tête, si vous usiez des armes de la calomnie, la main du Peuple, seul souverain, vous écrasera partout et toujours.

Manifeste du pape Nicolas, autocrate de toutes les Russies.

« Nous avons précédemment fait connaître le manifeste publié par S. M. l'empereur à l'occasion des troubles qui agitent l'Europe occidentale.

« Tous les fidèles sujets de S. M. auront compris le sens de ce manifeste ; c'est le langage de la religion, le langage de la patrie, celui qu'aux jours d'épreuve ou d'attente nos souverains sont accoutumés d'adresser à la nation russe.

« Mais comme nous sommes habitués de ne voir que trop souvent interpréter à l'étranger de la manière la plus inexacte les actes et les paroles du gouvernement impérial, nous croyons utile de prévenir, par quelques explications, les conclusions erronées qu'on pourrait tirer de ce manifeste. On se tromperait entièrement si l'on en voulait induire quelque chose d'alarmant pour la paix.

« Rien n'est plus loin de la pensée du gouvernement impérial. Mais, en présence de l'agitation organisée à l'étranger contre nous, il était naturel que l'empereur fit un appel au sentiment national.

« On voit, en effet, que non-seulement en France, où l'émigration polonaise trouve un appui chez les autorités, mais aussi en Hongrie, en Prusse et dans toute l'Allemagne, des manifestations provoquant ont été faites contre la Russie.

« Des sociétés, des assemblées représentatives, et même des journaux semi-officiels, se sont faits l'écho de ces manifestations. On a fait un crime aux gouvernements renversés ou modifiés par l'insurrection d'avoir entretenu des rapports de bonne entente avec notre cabinet.

« Dès la première nouvelle des événements qui ont amené la proclamation de la République en France, on nous a supposé des intentions d'attaque. Avant même que nous ne puissions savoir s'il serait nécessaire de répandre notre sang pour des intérêts étrangers, on a hautement repoussé notre alliance.

« On s'est efforcé de faire de notre nom un objet de terreur, et, comme si on voulait se garantir contre toute espèce d'intervention de notre part, on nous a menacés avant qu'on ne sût si nous menacerions à notre tour.

« La surprise est le seul sentiment que ces nouvelles aient pu nous causer, car nous ne sachions pas que, de notre temps, la Russie ait jamais blessé ou amoindri les droits et l'indépendance de l'Allemagne.

« L'histoire de 1812 peut dire au monde de quel côté est venue l'attaque. Elle dira si nous avons offert notre alliance à l'intérêt ou aux préjugés des peuples allemands. Les esprits inquiets peuvent donc se tranquilliser.

« Aussi peu en Allemagne qu'en France la Russie veut s'immiscer dans les changements qui ont eu ou qui peuvent encore avoir lieu dans la manière de gouverner. Elle ne pense pas à l'attaque : elle veut la paix ; elle en a besoin pour travailler sans relâche au développement de sa prospérité intérieure.

« Que les peuples de l'Ouest se précipitent dans les révolutions tant qu'ils voudront pour chercher le bonheur social ; que chacun d'entre eux choisisse librement la forme de gouvernement qui lui paraîtra bonne.

« La Russie assistera, sans y prendre part et sans s'y opposer, à tous ces changements. Elle n'enviera pas leur sort quand elles sortiront enfin améliorées et purifiées des désordres de l'anarchie.

« La Russie attend du temps et de la sollicitude éclairée de ses souverains les progrès de sa condition sociale. Mais

comme à nos yeux, à cause de nos imperfections et de la misère inhérente à tout état social, à toute forme de gouvernement, le maintien de l'ancien ordre de choses lui est indispensable, comme sans ce maintien il ne peut y avoir ni politique influente à l'extérieur, ni crédit, ni commerce, ni industrie, ni richesse nationale à l'intérieur, la Russie ne se laissera pas enlever à cet ordre de choses.

« Elle ne souffrira pas que la politique étrangère attise chez elle le feu de la révolte, et que, sous le prétexte de rétablir des nationalités opprimées, une partie quelconque des divers membres qui composent l'unité de son empire soit détachée.

« Si la guerre devait éclater, si des hostilités devaient surgir de ce chaos de ruines multipliées, de droits mis en question, de prétentions opposées, la Russie examinerait dans son intérêt national si, et jusqu'à quel point, il lui serait convenable de prendre part aux hostilités d'Etat à Etat, de peuple à peuple.

« Les délimitations de frontières et l'état de possession qu'elle a garanti sont les seules choses qu'elle ne perdra pas de vue. Et elle est fermement résolue à ne pas souffrir que l'équilibre politique et territorial, s'il doit être changé, le soit contre sa politique.

« Jusque-là, la Russie observera une stricte neutralité ; spectatrice des événements, elle aura une attitude non pas agressive, mais vigilante. En un mot, elle respectera consciencieusement l'indépendance et l'inviolabilité de ses voisins, si ses voisins prennent à cœur de respecter l'indépendance et l'inviolabilité de la Russie. »

Le Journal de Saint-Petersbourg explique dans un erratum que c'est par erreur que le mot païens a été employé dans le manifeste de l'empereur.

L'erreur provient de ce qu'en Russie le même mot signifie païens et peuples.

Le pape Nicolas prêche à ses sujets moscovites la résignation. C'est son droit, c'est surtout son intérêt. Reste à savoir si ses prédications autocratiques réussiront ; car ce n'est pas l'insurrection, c'est la révolution grande, forte, c'est la pensée qui fait écrouler les empires, qui le menace, qui l'étreint aujourd'hui.

Vainement cherche-t-il à abuser ses sujets sur ses intentions réelles ; il ne les trompera pas. La pensée pénétrera au cœur même de la Russie, qui n'attendra pas, comme l'autocrate l'espère, du temps et de la sollicitude éclairée de ses souverains les progrès de sa condition sociale.

Le poison, le poignard a fait justice des despotes russes. Nicolas, qui sait comment on s'en sert pour monter sur le trône, apprendra comment les conspirateurs en font usage pour en faire descendre. La pensée révolutionnaire, dans ces contrées qui ne sont pas encore à la hauteur des principes de liberté, d'égalité et de fraternité, jaillira du cadavre de l'autocrate de toutes les Russies. Nous le croyons du moins, et l'histoire de l'empire du Nord justifie nos prévisions ; le manifeste lui-même nous prouve qu'elles sont partagées par Nicolas.

Il tremble et ne sait pas s'il doit proclamer la paix ou déclarer la guerre. Il est ambigu, car il n'a qu'une idée fixe : sa propre sécurité, le maintien de son despotisme. La religion, sur laquelle il s'appuie, est un ver qui le ronge sourdement. Dans cet embarras, le lion du Nord se débat jusqu'à ce qu'il tombe pour ne plus se relever.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Circulaire du ministre de l'intérieur.

Paris, le 8 avril 1848.

Citoyen commissaire, Vous trouverez ci-après la seconde partie des instructions relatives à la réunion des assemblées électorales convoquées au 25 avril par les décrets du Gouvernement provisoire des 3 et 26 du mois dernier. Elles concernent spécialement les formes à suivre pour la tenue de ces assemblées.

C'est la première application en France du suffrage universel. C'est la première fois que tous les citoyens y sont appelés à exercer leur part de souveraineté dans des assemblées nombreuses. Leur patriotisme, leur sentiment de l'ordre, leur respect pour la légalité, garantissent que les opérations s'accompliront sans trouble et sans confusion. Mais la longueur de ces opé-

lations, le grand nombre de ceux qui y participeront, enfin l'emploi des formes nouvelles auxquelles on est obligé de recourir, m'ont paru rendre nécessaire de vous adresser des éclaircissements développés propres à guider les autorités locales et les citoyens eux-mêmes en ce qui concerne l'accomplissement de leurs devoirs, dans une circonstance qui intéresse à un si haut degré les destinées de la République.

Je sais qu'il faut se reposer sur les autorités locales de beaucoup de soins de détail, et leur laisser une certaine latitude quant à l'exécution des mesures qui leur seront confiées. C'est à vous à concilier cette faculté avec l'observation des recommandations fondamentales et des garanties dont vous reconnaîtrez l'importance en étudiant les instructions que je vous transmets.

Vous inviterez les sous-commissaires des arrondissements de sous-préfecture à se concerter avec les juges de paix et avec les maires des communes où siègeront des assemblées, pour les soins relatifs à la disposition des locaux et autres formes des opérations. Il serait utile de les réunir, s'il était possible, devant vous, dans ce but. Les maires des chefs-lieux devront se concerter également avec ceux des communes de la circonscription, le tout, bien entendu, sans qu'il soit porté la moindre atteinte à l'indépendance des votes et à la liberté des élections.

Je vous invite à donner la plus grande publicité aux instructions ci-après, ou du moins à la partie de ces instructions qu'il vous paraîtra utile de porter à la connaissance des citoyens de votre département.

Salut et fraternité.

Le ministre de l'intérieur,

LEDRU-ROLLIN.

N° 11. — Instruction sur les opérations des assemblées électorales.

La circulaire sur les opérations préparatoires relatives à la tenue des assemblées électorales, publiée le 6 avril, contient des recommandations sur la disposition des locaux où se réuniront les électeurs. Ainsi, la salle d'assemblée devra être située, autant que possible, au rez-de-chaussée et avoir plusieurs issues. On pourrait se servir même d'une halle couverte que l'on encerclerait de barrières ou palissades pour la séparer de la voie publique. Un couloir serait disposé pour empêcher les électeurs d'entrer confusément dans la salle. Des factionnaires seront placés sous les ordres du président pour maintenir l'ordre. Ils seront pris parmi les gardes nationaux et seront revêtus pour venir, sans armes, déposer leur vote. Par ce motif, ils pourront exceptionnellement être admis en uniforme.

Plusieurs boîtes auraient été préparées, si l'on prévoyait qu'une seule ne pût suffire pour recevoir tous les bulletins ; mais ces boîtes ne devraient être placées sur le bureau que successivement. A mesure que l'une d'elles serait remplie, on en placerait une autre.

Il faudra aussi des tables et des sièges ou bancs pour les groupes de quatre scrutateurs supplémentaires qui procéderont au dépouillement des diverses parties de la masse des bulletins ; il suffira de les faire apporter au moment où l'on sera sur le point de commencer cette opération.

L'article 18 de l'instruction du 8 mars attribue la présidence de chaque assemblée électorale de canton au juge de paix ou à l'un de ses suppléants. Le maire du chef-lieu de canton devra, deux ou trois jours avant le 25 avril, s'entendre avec ce magistrat pour les soins relatifs à la tenue de l'assemblée. Si le juge de paix (ou l'un ou plusieurs d'entre eux, en cas de plusieurs cantons ayant la même ville pour chef-lieu) était empêché, il devrait en informer le maire, et son premier ou à défaut son second suppléant le remplacerait.

La circulaire du 30 mars a fait connaître que certaines assemblées de canton pouvaient être partagées en sections présidées par les suppléants du juge de paix et par des maires ou adjoints.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux présidents des sections.

Dans les communes autres que le chef-lieu de canton où il se réunira une section, le maire s'occupera seul des soins préparatoires mentionnés ci-dessus.

Le 22 avril, veille de l'ouverture des assemblées électorales, le conseil municipal du chef-lieu de canton (ou de la commune siège d'une section) se réunira pour reconnaître quels sont ceux de ses membres qui, selon l'ordre du tableau (1), rempliront les fonctions de scrutateur. S'il n'y a qu'une seule assemblée électorale, ces scrutateurs seront les six premiers conseillers municipaux, en retranchant, toutefois, ceux qui seraient absents ou empêchés. Si, dans la même com-

(1) L'ordre du tableau, si le conseil a été formé par l'élection, se détermine par le nombre de suffrages obtenus (loi du 21 mars 1851). S'il a été formé par nomination du commissaire du département ou de toute autre autorité provisoire, l'ordre du tableau résulte de l'acte même de nomination ; et, s'il y en a eu plusieurs, les conseillers nommés par un acte postérieur ne prennent rang qu'après ceux dont la nomination est plus ancienne. Si l'ancien conseil formé par l'élection ne subsiste qu'en partie, ses membres occupent la tête du tableau selon l'ordre des suffrages qui les ont élus, et les conseillers qui ont été nommés depuis ne prennent rang qu'après eux.

mune, il doit se tenir plusieurs assemblées ou sections, les conseillers municipaux s'arrangeront entre eux pour fournir six scrutateurs à chacune d'elles, en ayant soin de prendre les douze, dix-huit, vingt-quatre, trente et trente-six premiers du tableau. Au défaut d'accord entre eux, le sort déciderait de leur répartition entre les diverses assemblées.

Le deuxième paragraphe de l'article 18 de l'instruction du 8 mars a prévu le cas où, dans les villes qui ont cinq ou six assemblées, le conseil municipal ne pourrait fournir trente ou trente-six scrutateurs pour leurs bureaux. (Les conseils municipaux de ces villes ont, en effet, depuis trente-huit jusqu'à quarante-deux membres, et ils peuvent n'être pas au complet, ou plusieurs de leurs membres être absents ou empêchés.) Dans ce cas, le conseil municipal, après avoir réparti aussi également que possible entre les divers bureaux ceux de ses membres qui peuvent y remplir les fonctions de scrutateur, désignera des électeurs de la ville pour compléter les bureaux.

Ce procédé pourra également être pratiqué dans les villes ayant moins de cinq cantons, si, par des circonstances particulières, il ne se trouvait pas dans le conseil municipal assez de membres pour compléter les bureaux des diverses assemblées électorales.

Il devra l'être aussi dans les communes chefs-lieux d'un seul canton où l'assemblée cantonale sera partagée en sections.

Lorsqu'une section se réunira dans une commune autre qu'un chef-lieu de canton, les scrutateurs seront pris parmi les conseillers municipaux de la commune.

Si le conseil municipal était dissous, le commissaire du département devrait le recomposer avant l'époque des élections générales.

Il sera bon que les membres désignés du bureau se réunissent la veille de l'ouverture de l'assemblée, pour s'occuper des moyens d'exécution du système électoral résultant du décret du 5 mars, et cherchent à se bien pénétrer des instructions qui doivent les guider, et à prévenir les méprises et les retards qui pourraient nuire à la marche des opérations.

La circulaire du 6 avril a donné les indications nécessaires pour les dispositions des salles d'assemblée.

Devront être déposés sur le bureau :

1° Un exemplaire des décrets du 5 et du 26 mars de l'instruction du 8 du même mois, et un extrait de la circulaire du 30 mars;

2° Les feuilles d'inscription des votants, en nombre égal à celui des communes du canton ou de la section;

3° Les listes et tableaux de recatification envoyés par chaque maire au maire du chef-lieu de canton, le 21 avril, et d'après lesquels auront été dressées les feuilles d'inscription, à moins que ces listes elles-mêmes ne servent de feuilles d'inscription.

Les feuilles d'inscription et les listes envoyées par les maires seront déposées l'une sur l'autre et numérotées dans l'ordre successif où les communes devront être appelées (voyez la circulaire du 6 avril, pages 5 et suivantes), afin que l'appel et les vérifications puissent se faire avec promptitude et facilité.

Des affiches placées dans la salle devront rappeler le nombre de représentants à élire, et indiquer les conditions d'éligibilité, dans les termes de l'article 13 de l'instruction du 8 mars.

Il suffira de deux affiches dans la salle; mais il devra en être placardé le plus possible au dehors et dans diverses localités de la commune.

Il pourra être placé quelques bancs le long des murs ou parois de la salle; mais il ne devra se placer aucune table ni pupitre autre que pour le bureau de l'assemblée.

A sept heures du matin le président prendra place au bureau, et les scrutateurs se placeront à ses côtés.

Les présidents et scrutateurs nommeront immédiatement, à la majorité des voix, un des électeurs pour faire les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire ouvre le procès-verbal.

Le président ordonne aussitôt l'admission des électeurs de la commune où se tient l'assemblée.

Après que ces électeurs auront voté, on passera à l'appel de la commune occupant le second rang sur l'arrêté du maire du chef-lieu de canton et ainsi de suite. Ceux de la première commune sortiront individuellement après leur vote.

Un fonctionnaire ou employé de la mairie, ou même un membre du bureau, se rendant à la porte de la salle, annoncera à haute voix que telle commune est appelée à voter, et placera en dehors, à la porte ou entrée de la salle, un écriteau portant en gros caractères le nom de cette commune, pour avertir, pendant la durée du scrutin, les électeurs retardataires ou empêchés, de venir se joindre à leurs concitoyens.

Si une commune ne se trouvait pas à son rang au moment où ses électeurs seraient appelés à entrer dans la salle, on passerait à la commune suivante, et l'autre reprendrait ensuite son rang. Mais il faut éviter autant que possible ces interventions qui seraient des causes de confusion et d'erreur.

Si la cause de ce changement provenait de ce que les électeurs ne sont pas arrivés, la commune ne serait appelée qu'après toutes les communes désignées pour voter dans la journée.

Les électeurs, portant chacun la carte qui leur aura été remise par le maire, entrent avec ce fonctionnaire, qui prend place au bureau pendant le vote des électeurs de sa commune et qui doit être porteur de la liste électorale.

Si le maire était empêché, il serait remplacé par un adjoint ou par un conseiller municipal, selon l'ordre du tableau.

Pour mettre plus de régularité dans l'arrivée des électeurs, il serait bon que le maire les invitât à se ranger dans l'ordre où ils sont inscrits sur la liste et à conserver le même ordre dans la salle. Chaque électeur entré dans la salle prendra son bulletin, le pliera et devra le tenir à la main avec sa carte électorale.

Les électeurs seront appelés selon l'ordre de la liste. L'instruction arrêtée par le Gouvernement provisoire (article 20) les autorise à écrire au dehors leurs bulletins; et le grand nombre des votants, le temps que prendrait l'inscription de plusieurs noms, la célérité qui doit être apportée dans l'opération, ne permettent pas qu'il en soit écrit aucun dans la salle d'assemblée.

Chacun des électeurs présents se rendra au bureau, montrera sa carte au président. Un des scrutateurs la prendra et en déchirera un coin. L'électeur remettra son bulletin fermé au président, qui, après avoir exa-

miné s'il n'en renferme pas d'autre, le déposera dans la boîte du scrutin. Alors le scrutateur qui aura corné la carte la rendra à l'électeur (1).

A mesure que chaque électeur déposera son bulletin, un des scrutateurs ou le secrétaire constatera ce vote en écrivant son nom ou son paraphe sur la feuille d'inscription en regard du nom du votant.

Si quelque électeur d'une commune ne se trouvait pas présent au moment de l'introduction de ses concitoyens dans la salle de l'assemblée, il pourrait y être admis tant que se ferait l'appel. S'il entrerait après que son nom a été appelé, il ne se présenterait pour déposer son vote qu'après tous les électeurs de sa commune.

Mais il ne pourrait entrer dans la salle lorsqu'on en serait à l'appel d'une autre commune, et devrait attendre le réappel, qui aurait lieu le jour même ou le lendemain, suivant la force numérique du corps électoral du canton.

Selon les recommandations contenues dans la circulaire du 6 avril, tous les cantons, même ceux où le nombre d'électeurs permettrait que le scrutin fût terminé dans un seul jour, devront continuer leurs opérations le lendemain 24. Mais, lors même qu'à raison du faible nombre d'électeurs, l'appel et le réappel auraient été faits dans la journée du 23, le bureau n'en devrait pas moins tenir le scrutin ouvert jusqu'à six heures du soir, pour que les électeurs, se fiant à l'indication de l'article 26, ne fussent pas privés de l'exercice de leur droit par suite de leur arrivée tardive.

Lorsque, au contraire, le canton renfermerait un tel nombre d'électeurs, que toutes les communes ne pourraient être appelées en un seul jour (ce qui sera connu par les affiches contenant l'avis du maire du chef-lieu de canton), il ne sera pas possible de faire le réappel le 23 avril.

Les communes, dans ce cas, auront été réparties entre les deux journées du 23 ou du 24 ou entre les trois journées des 23, 24 et 25, de manière que dans la même journée il ne se présente pas plus d'électeurs qu'il n'en puisse être admis à voter, et que toutefois le scrutin puisse, le 24 ou le 25, être clos avant six heures du soir, à telle heure déterminée, afin de hâter le commencement de l'opération très-longue du dépouillement du scrutin.

Les électeurs des diverses communes auront été informés du jour et de l'heure à laquelle la commune sera appelée.

Il importera d'avertir ceux qui se seront rendus au chef-lieu de canton ou de la section de ne pas s'éloigner lorsque approchera le moment de l'introduction de leur commune. Ce soin regardera principalement les maires. La recommandation en devra être faite dans l'avis qu'ils publieront le 20 avril et dans celui du maire du chef-lieu de canton publié du 18 au 20.

Si un bulletin contient plus de noms qu'il n'y a de représentants à élire, les scrutateurs ne tiendront pas compte des noms inscrits en excédant de ce nombre. Ils devront, à cet effet, vérifier d'abord le nombre de noms portés sur chaque bulletin.

Les bulletins qui contiendraient un nombre de noms moindre que celui des représentants à élire n'en devraient pas moins être admis. La volonté de l'électeur qui croit devoir restreindre ses choix pour les faire avec plus de lumières et plus de soin doit être respectée.

Si un bulletin contenait deux ou plusieurs fois le nom d'un même candidat, ce nom ne serait compté qu'une seule fois. Les scrutateurs devront apporter sous ce rapport une attention particulière, afin d'éviter le grave inconvénient qui résulterait de ce double emploi.

Les scrutateurs ne tiendront pas compte non plus des bulletins qui contiendraient autre chose que des noms ou qui contiendraient des noms évidemment dérisoires. Ils les porteront au bureau, qui statuera.

Ils ne devront pas non plus donner lecture des observations ou des injures qui accompagneraient les noms des candidats.

En un mot, les scrutateurs ne mentionneront sur les feuilles de dépouillement que les suffrages qui ne leur présenteront point de doute sur la désignation. Ils n'apporteront au bureau que des bulletins tout à fait laissés en dehors des supputations inscrites aux feuilles de dépouillement, ou contenant un ou plusieurs noms dont l'appréciation présenterait des motifs d'incertitude, qui, par conséquent, n'auraient pas été compris dans cette supputation et qui auraient été à cet effet réservés pour être vérifiés suivant l'annotation marginale.

Le bureau, avant de statuer, fera brûler tous les bulletins non réservés; puis il procédera à l'addition des suffrages obtenus par les divers candidats sur les feuilles de dépouillement des divers groupes.

Ensuite, il s'occupera des bulletins et des suffrages mis en réserve. Il ajoutera au relevé total des suffrages obtenus par les candidats ceux qui résulteront de ces décisions, fera brûler ceux sur lesquels il ne restera dans son opinion aucune difficulté à éclaircir. Les autres seront paraphés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal.

Comme le dépouillement exigera quelquefois un temps fort long, il ne sera pas toujours possible qu'il soit terminé dans la soirée et même dans la nuit. Il est désirable, cependant, que cette opération soit accomplie sans désemparer. En cas d'impossibilité, elle serait interrompue. Le bureau réunirait et constaterait les résultats du dépouillement opéré par les scrutateurs supplémentaires. Ceux-ci marqueraient sur les feuilles de dépouillement, en y apposant leurs paraphes, la place où cessent pour chaque candidat les annotations de suffrages déjà faites. Les bulletins dépouillés et non réservés seront brûlés. Les autres seront déposés sous clef, ainsi que les feuilles de dépouillement dans un lieu fermé à clef, et gardé par des factionnaires, et le dépouillement serait repris le lendemain.

Lorsqu'une assemblée cantonale sera partagée en sections, les présidents et membres des divers bureaux porteront au bureau central le résultat des dépouillements des votes de leurs sections respectives.

Le procès-verbal établira le nombre définitif de suf-

(1) La carte est rendue à l'électeur pour qu'il puisse s'en servir à l'élection supplémentaire qui aurait lieu quelques jours après (*Instruction du 8 mars*, article 40), si le nombre des représentants était demeuré incomplet.

frages obtenus par chacun des candidats, et mentionnera les observations relatives à certains votes et les décisions prises à cet égard.

Le procès-verbal sera signé par les membres du bureau et déposé avec les protestations ou réclamations qui auraient été formées, et les bulletins contestés, dans un paquet qui sera fermé et cacheté.

La police de chaque assemblée électorale appartient au président. Nulle force armée ne peut, sans sa demande, être placée dans l'intérieur et aux abords de la salle. Ils peuvent requérir les autorités civiles et les commandants militaires, qui sont tenus d'obéir à leurs réquisitions.

Doivent toujours être présents au bureau quatre au moins des membres qui le composent, parmi lesquels est compté le secrétaire.

En cas d'absence, le président est remplacé par le plus âgé et le secrétaire par le plus jeune des scrutateurs.

Les réclamations sont insérées au procès-verbal, ainsi que les décisions du bureau. Le secrétaire y a voix délibérative. Les décisions sont prises à la majorité, et, en cas de partage, il en est fait mention au procès-verbal. Les pièces ou bulletins relatifs aux réclamations sont paraphés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal.

Si la réclamation concerne l'admission d'un électeur, le maire de sa commune a voix consultative dans la délibération du bureau.

Les difficultés relatives au scrutin d'une section sont décidées par le bureau de la section, et ne sont portées au bureau central de l'assemblée que si elles sont de nature à influencer sur le résultat du recensement.

Lorsque le bureau central statue sur les difficultés qui ne sont pas particulières à la section qu'il préside, mais qui intéressent l'ensemble des opérations de l'assemblée, il est convenable que les présidents des sections délibèrent avec les membres du bureau central.

Suivant toutes les lois qui, depuis 1789, ont régi le système électoral, les assemblées d'électeurs n'ont à s'occuper que de l'objet pour lequel elles sont convoquées.

Toutes discussions dans le sein d'une assemblée électorale sont interdites. Le président doit rappeler cette règle aux électeurs; si la discussion continue, il prononce la suspension ou la levée de la séance.

Le président et le secrétaire de l'assemblée cantonale ou, à leur défaut, deux membres choisis par la majorité du bureau, et qui pourront être pris parmi les bureaux de diverses sections, s'il en a été formé plusieurs, porteront au chef-lieu du département le paquet contenant le procès-verbal et les annexes (ou les procès-verbaux et annexes des diverses sections).

Le jour où le recensement des votes se fera au chef-lieu de département sera déterminé d'avance par le commissaire du Gouvernement, en raison des distances à parcourir, de la durée qui aura été assignée aux plus nombreuses assemblées cantonales et de la longueur présumée du dépouillement des scrutins.

L'heure devra être au milieu de la journée, par exemple deux heures après midi, pour donner le temps d'arriver aux délégués d'un canton éloigné ou d'un canton dans lequel le dépouillement du scrutin n'aurait été terminé que dans la nuit.

Le recensement ne peut pas avoir lieu avant le 23 avril.

Il devra être fixé au 23 pour un grand nombre de départements.

Il devra être retardé jusqu'au 27 et même au 28 dans les départements où les opérations d'une assemblée cantonale très-nombreuse prendront trois jours, savoir : les 23, 24 et 25 du mois, et où la longueur du dépouillement des scrutins emploiera une partie du 26.

Le commissaire du département déterminera d'avance, par un arrêté qu'il adressera à tous les présidents, le jour et l'heure qu'il aura fixés.

Le recensement aura lieu à l'hôtel de ville du chef-lieu, en présence des délégués des assemblées de canton mentionnés ci-dessus.

Ils formeront le bureau central, lequel sera présidé par le président de l'assemblée cantonale qui s'y est tenue, soit le juge de paix, soit un de ses suppléants.

S'il y a dans cette ville plusieurs justices de paix ou plusieurs assemblées cantonales, la présidence appartiendra au doyen d'âge les présidents des assemblées de canton tenues dans la ville, quelle que soit sa qualité de juge de paix ou de suppléant.

Le bureau central désignera un de ses membres pour faire les fonctions de secrétaire.

Le commissaire du Gouvernement dans le département fera déposer sur le bureau les procès-verbaux qu'il aura reçus des divers points de la République, constatant les votes des citoyens du département appartenant à l'armée de terre ou à l'armée de mer, et qui auront été appelés à exercer leurs droits dans les garnisons, ports ou autres postes où ils se trouveraient en résidence.

Il sera donné lecture des procès-verbaux des diverses assemblées et des réclamations qu'ils contiendraient. Le bureau pourra donner son avis sur les réclamations. Elles seront jointes au procès-verbal, comme documents propres à éclaircir la décision de l'Assemblée nationale, à laquelle il appartient de statuer définitivement sur la vérification du pouvoir de ses membres.

A six heures du soir, le scrutin du premier jour sera clos. Comme l'opération doit continuer le lendemain (circulaire du 6 avril), la boîte sera fermée et scellée, puis déposée sous clef à la mairie. Un poste de garde nationale sera installé dans le bâtiment, et on y placera un ou deux factionnaires, ou même davantage si le lieu du dépôt a plusieurs issues.

Si l'appel de toutes les communes avait lieu le 23 avril, on procéderait le 24 au réappel.

Si les électeurs de plusieurs communes seulement avaient été appelés le 23, l'appel continuera comme le premier jour. S'il devait finir ce jour-là, et s'il restait assez de temps jusqu'à l'heure de la clôture, on procéderait au réappel par commune en finissant par le chef-lieu du canton, pour que les électeurs des autres communes pussent retourner plus tôt chez eux.

Toutefois, si le réappel devait se prolonger un peu au delà de l'heure de la clôture, l'avantage de terminer le scrutin et de pouvoir le même jour commencer le dépouillement, devrait faire fléchir la prescription ré-

sultant d'étant avec ayant pu raient pa lésés par

Enfin, bre très-

trois mil le troisiè et dépos l'article réappel

Comm d'appel d de canto pothèse

teurs, pa quèmes lité de q

et dans le pas se ré qui doive

miné un du soir. électeurs qu'ils ap

l'appel d commun Si mèt

ou trois ment où leurs pr

rait, noi admettre

La circ le grand les appel

les jour à ce pre d'un non

précédé pas assez l'heure q

journée p pourrait res du s

trois, ou Cette r mencer

rations. L'instr réappel l

électeurs La dét de mani

complie. Si la c dépouill

heures, l Ce mode lumières

Après scrutin, Penda

teurs d'e la comm

telois qu lence soi

mesures rait, par

prendro mité d'e

ment. Le bur les tirant

déposés. partager

Ils fero taches er

qu'ils ra Le nor

lui des v scription

rences et pour cel

ve fréqui que les

quelques Après

sident fe Diffère

dépouill le mode

de ces sy reçu la si

naissance chez les

tateurs s être reco

On se pouille

de l'artic les plus

a prouv noms pe

heure p dire que

votants quatre n

pes de s ou huit

Les au titude po

préférab Le pré

bles, av person

nies de fi d'ence, mi les él

sion, des tre par c

En dé res, il se

que la l

qu'elle n

supplém

mentions et les
du bu-
mations
ontestés,
partient
sa de-
ds de la
s et les
à leurs

matre au
lesquels
par le
scruta-
verbal,
aire y a
major-
tion au
aux ré-
ureau et
n élec-
ve dans

séction
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

ment
ne sont
si elles
ecense-
difficultés
réside,
de l'as-
séc-
cent-
régé le
l'ont à
convo-
emblée
ppeler
me, il
tonale
majo-
s bu-
é plu-
paquet
s pro-
chef-
par le
istan-
aux
a lon-
e, par
er le
né ou
utin
le 25
de dé-
dans
mblée
s, sa-
ur du
du 26,
avan-
ents,
e du
es de
ésidé
est
nts.
x ou
par-
blées
qua-
pour
arte-
aux
que,
ap-
, et
s les
aient
iver-
len-
s ré-
bal,
de
sta-
r de
se-
de-
e et
oste
, et
da-
e 25
ent
e le
tait
écé-
le
tres

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire ministre de l'intérieur,

Vu l'article 68 de la loi du 22 mars 1831 ;

Vu le décret du Gouvernement provisoire en date du 2 mars dernier ;

Considérant que, s'il y a lieu de régler d'une manière générale l'uniforme des gardes nationales, il convient d'accorder les facilités qui peuvent mettre les citoyens et les municipalités à même de subvenir aux dépenses de cet uniforme,

Arrête :

Art. 1^{er}. L'habillement, la coiffure, l'équipement et l'armement des corps d'infanterie de la garde nationale de la République sont déterminés conformément aux dispositions suivantes :

1^{re} GARDES NATIONALES.

Habillement. — Tunique en drap bleu, boutonnant droit sur la poitrine, au moyen de neuf gros boutons, et couvrant le genou à environ cinq cents millimètres de terre ; passe-poil écarlate ; collet échancré de cent cinq millimètres et agrafé, écarlate et doublé de même couleur, orné de grenades blanches. Parements rotés, hauts de soixante-et-quinze millimètres, en drap écarlate, passe-poil écarlate, avec pattes blanches à trois pointes, fermées par trois petits boutons et passe-poil écarlate, hautes de quatre-vingt-dix millimètres, larges de quarante-cinq millimètres mesurées aux pointes, et de trente millimètres mesurées au milieu des courbes ; poches en long, à deux pointes, figurées par un passe-poil écarlate, avec un gros bouton sur chaque pointe ; boutons de métal blanc à filets, bombés, portant un coq dont la patte droite repose sur une sphère, et autour la légende : *République française*, du diamètre, les gros de vingt-trois millimètres, les petits de quinze millimètres (ce bouton sera le même pour tous les grades) ;

brides d'épaulettes à foud rouge sur doublure en drap bleu, large de douze millimètres ; épaulettes à corps et franges en laine écarlate, doublées de bleu, et retenues par un petit bouton.

Pantalon. — Coupé droit et large, tombant naturellement sur le coude-pied, rond par le bas et sans ouverture. **Tenue d'hiver** : drap bleu, passe-poil écarlate. **Tenue d'été** : étoffe dite buffine, chaîne et trame en coton blanc parfait.

Coiffure. — Schako en feutre noir, haut, du devant, de cent quatre-vingt-dix millimètres, et, de la partie opposée, de deux cent vingt millimètres ; calot en cuir verni, du diamètre de cent soixante millimètres ; bord supérieur des schako garni d'un galon écarlate de trente-cinq millimètres ; visière en cuir verni, à jonc sailant ; jugulaires en métal blanc, à écailles non détachées, avec grenade sur les attaches ; pompon sphéroïde en laine rouge, d'une circonférence de deux cent trente millimètres, reposant sur une boule d'une circonférence de cent trente-cinq millimètres, rouge pour les bataillons non réunis en légion, et de couleur différente pour chacun des bataillons d'une même légion.

Plaque de shako en métal blanc, de cent vingt millimètres de hauteur sur cent vingt de largeur, représentant un coq aux ailes déployées, la tête tournée à droite, la patte gauche posée sur une sphère où doit être découpé, selon le cas, le numéro de la légion ou du bataillon, la patte droite sur les faisceaux de la République. De chaque côté de la sphère, un drapeau national sur lequel sont inscrits les mots : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Au point inférieur de la sphère, l'emblème de la bonne foi, représenté par deux mains qui s'étreignent. Enfin, une banderole partant de dessous les faisceaux et dont les extrémités, relevées de chaque côté, portent en légende : *République française*.

Cocarde en métal, du diamètre de soixante-six millimètres, présentant les couleurs nationales disposées comme suit : le centre *bleu* ; la zone intermédiaire *blanche* ; la zone extérieure *rouge écarlate*.

Équipement. — **Cinturon** en buffle blanc de soixante millimètres de hauteur : plaque blanche avec grenade ; verrou et agrafe ; contre-sanglon de cent dix millimètres de long. Porte-sabre et porte-baïonnette, fourreau de baïonnette.

Giberne : Coffre de cent quatre-vingt-dix millimètres de largeur, prise en dehors, quatre-vingt-dix millimètres de hauteur et quarante millimètres d'épaisseur. Patelette en cuir verni ou ciré, deux cent dix millimètres de longueur sur deux cents millimètres de largeur ; passe de la giberne, cent millimètres de largeur ; boucle étamée sans rouleau. Grenade en métal blanc sur la patelette, de soixante et quinze millimètres de hauteur, sans aucune doublure.

Armement. — Fusil d'infanterie avec bretelle de buffle, blanche, large de trente-cinq millimètres, longue de neuf cents millimètres, piquée. Sabre-briquet sans dragonne. Épinglette blanche, de cent quatre-vingt-dix millimètres de longueur, attachée au troisième bouton de la tunique.

2^{es} GARDES NATIONALES.

Habillement, coiffure, équipement et armement des gardes nationaux. Signes distinctifs du grade, comme dans l'armée, c'est-à-dire : un galon rouge de vingt-deux millimètres de largeur sur quatre-vingts millimètres de longueur, traversé d'une raie noire. Épaulette avec grosse tournante en argent.

5^{es} SERGENTS-FOURRIERS, SERGENTS-MAJORS.

Habillement, coiffure, équipement et armement des gardes nationaux.

Signes distinctifs des grades, comme dans l'armée, c'est-à-dire : galons en argent lézardé, larges de vingt-deux millimètres, longs de quatre-vingts millimètres, avec passe-poil écarlate d'un millimètre de largeur. Épaulettes à corps en argent, tranché par le milieu, d'une raie de trente-cinq millimètres de largeur, en laine écarlate, bordé de trois tournantes en argent et d'un seul rang de franges, également en argent, monté sur franges rouges à graines ; bride d'épaulettes comme les gardes nationaux.

4^{es} SOUS-LIEUTENANTS, LIEUTENANTS, CAPITAINES.

Habillement. — Comme celui des gardes nationaux. Brides d'épaulettes et ornements du collet en argent, brodés en cannetille. Épaulettes et contre-épaulettes du grade, à corps uni, doublées en bleu, avec franges à petites torsades : le tout en argent.

Hausse-col d'uniforme, portant en relief un coq conforme au modèle ci-joint.

Pantalon conforme à celui des gardes nationaux.

Coiffure. — Galon d'argent au bord supérieur du schako, de vingt millimètres pour les sous-lieutenants, de vingt-cinq millimètres pour les lieutenants, de trente millimètres pour les capitaines, sans aucun autre ornement. Pompon comme les gardes nationaux.

Armement. — Sabre conforme au modèle déterminé pour l'infanterie légère de l'armée.

Cinturon. — **Grande tenue** : se compose d'une bande et de deux bellères, argent et bleu. Largeur pour la bande de ceinture, quarante-deux millimètres, présentant quatre bandes de neuf millimètres chacune, sépa-

rées par trois raies en soie bleue bon teint, de deux millimètres tissées dans le galon. Ce galon est monté sur une âme en cuir, d'une force suffisante, et doublé en maroquin noir, formant passe-poil sur les bords (largeur totale de la bande, y compris les passe-pois, quarante-cinq millimètres); les belières sont doublées et montées de la même manière; le galon d'argent a vingt-deux millimètres de largeur, avec une raie bleue de deux millimètres au milieu (largeur totale des belières, y compris les passe-pois, vingt-cinq millimètres).

3^e ÉTATS-MAJORS DES LÉGIONS ET BATAILLONS.

Chefs de bataillon, lieutenants-colonels, colonels.

Habillement des gardes nationaux; épaulettes à grosses torsades au mat et corps uni; contre-épaulette semblable au corps de l'épaulette pour le chef de bataillon; épaulettes à corps en or pour le lieutenant-colonel, et en argent pour le colonel.

Brides d'épaulettes brodées en cannetille et en argent, doublées de bleu.

La plaque est en cuivre doré à l'or moulu, et porte en relief un coq en argent, posé sur les faisceaux de la République, suivant le modèle ci-annexé.

Hauteur de la plaque, soixante millimètres; largeur développée, soixante millimètres; flèche de la cambrure, cinq millimètres; longueur des pans coupés, quatre millimètres.

Petite tenue : en cuir verni avec belières, même plaque que pour la grande tenue.

Chaussure. — Bottes avec éperons plaqués en argent, vissés au talon, à tige droite et carrée, portant quarante millimètres.

Coiffure. — Shako d'uniforme, garni au bord supérieur, savoir : pour le chef de bataillon, d'un galon d'argent de trente-cinq millimètres, lézardé; pour le lieutenant-colonel, d'un semblable galon, mais en or, placé à la distance d'un millimètre, d'un second galon en argent de la largeur de quinze millimètres; pour le colonel, des deux galons ci-dessus, mais l'un et l'autre en argent. Cocarde en métal; plaque conforme au modèle déterminé pour les gardes nationaux. Aigrette en plume de héron blanc, de deux cent cinquante millimètres de hauteur, y compris cinquante millimètres de trois rangées de petites plumes de coq, et présentant les trois couleurs nationales, rangées horizontalement, le bleu à la base, le rouge en haut; olive en torsade d'argent, de vingt-sept millimètres de hauteur, formée de quinze torsades. — **Petite tenue :** Pompon d'état-major à sphère bleue, flamme blanche extérieurement, écarlate à l'intérieur; bague blanche.

Armement. — Sabre à lame droite, se portant à belières. Le ceinturon sera le même que pour tous les autres grades.

Major.

Même tenue que le chef de bataillon. Épaulette à droite.

Équipement du cheval des officiers supérieurs.

Selle anglaise, avec étriers en plaqué; tapis en drap bleu, à pointes, bordé d'un galon soubise en argent, de la largeur du grade pour le chef de bataillon et le major, et des galons du grade pour le lieutenant-colonel et le colonel. Fontes de pistolets recouvertes en peau d'ours; bride anglaise avec mors droit, uni, en plaqué.

Capitaines de l'état-major général des commandants supérieurs.

Tunique : la même que celle des officiers de compagnie, à l'exception de foudres au collet au lieu de grenades, et des parements, qui seront à la brigadière. **Pantalon** de drap bleu, bande rouge de cinquante-huit millimètres de largeur. **Épaulettes**, corps et petites torsades en argent mat. **Brassard** tricolore à franges d'argent. **Chapeau** tricorne, ganse d'argent. **Ceinturon** argent et bleu, comme les officiers de compagnie. **Sabre** droit, fourreau en fer poli. **Éperons** droits en fer poli.

Équipement du cheval. Selle anglaise; étriers en fer poli; tapis en drap bleu, à galon rouge, à pointes; fonte de pistolets recouvertes en peau de tigre; bride noire à la hassarde; mors droit, uni, en fer poli.

Adjudants-majors.

Habillement. — Comme celui des gardes nationaux; grenade d'argent au collet de la tunique.

Épaulettes en or, du rang de capitaine et à petites torsades; brides d'épaulettes en argent; hausse-col d'uniforme.

Coiffure. — Schako semblable à celui de capitaine, distingué par le plumet tricolore en plume de vautour, avec olive en blanc; pompon d'état-major.

Armement. — Comme les officiers des compagnies.

Porte-drapeau.

Tenue conforme en tout à celle des sous-lieutenants; plumet tricolore avec olive en laine blanche.

Adjudant sous-officier.

Habillement des gardes nationaux. — Épaulette en or sur l'épaule droite, contre-épaulette sur l'épaule gauche; mêmes dimension, forme et travail que pour les lieutenants et sous-lieutenants : le corps de l'épaule

lette et celui de la contre-épaulette sont traversés, dans toute leur longueur, d'une raie en soie ponceau de dix millimètres, tissée dans le galon; la frange de l'épaulette est de l'espèce dite à graine et non à torsade.

Armement des officiers. — Shako garni, au bord supérieur, d'un galon d'argent de vingt millimètres de hauteur, coupé au centre d'un fil de soie ponceau, de la largeur d'un millimètre; plumet tricolore en plumes de vautour; pompon d'état-major.

Officiers rapporteurs et secrétaires près les conseils de discipline; rapporteurs près les jurys de révision du département de la Seine.

Tenue conforme à celle des officiers des compagnies, avec insignes du grade et le hausse-col; shako avec le galon du grade; pompon et plumet d'état-major.

Chirurgiens-majors et aides-majors.

Tenue conforme à celle des grades correspondants dans la troupe de ligne, sauf les broderies, qui seront en argent.

Tambours.

Tunique, pantalon, épaulettes et shakos des gardes nationaux; galons en laine tricolore de vingt-cinq millimètres au collet, aux parements, et en écusson à la forme de la taille de la tunique.

Tambours-maitres.

Habillement conforme à celui des tambours, avec galon aux manches, du grade de sergent; les galons du collet, des manches et de la taille de la tunique seront en argent.

Coiffure. — Colback haut, du devant, de deux cent quatre-vingt-dix millimètres, et, de la partie opposée, de trois cent dix millimètres; du diamètre au sommet, de deux cent cinquante millimètres; avec flamme en drap écarlate et de la longueur de quatre cent cinquante millimètres; gland de laine blanche, de cinquante-cinq millimètres; plumet tricolore, conforme à celui de l'état-major, avec olive en laine blanche; pompon d'état-major.

Armement. — Sabre-briquet suspendu à un baudrier; canne d'uniforme.

Tambours-majors, sapeurs, musique.

Leur tenue sera réglée, à Paris, par le conseil d'administration de chaque légion, sous l'approbation du maire central et du commandant supérieur; dans les départements, sous l'approbation du maire pour les légions et les bataillons communaux, et du sous-commissaire du Gouvernement pour les corps cantonaux. Toutefois les tambours-majors ne devront pas porter d'épaulettes semblables à celles qui servent de distinction de grades aux officiers.

Gardes nationaux, sous-officiers et officiers de tous grades. Col noir à liseré blanc et gants de coton blancs.

Les gardes nationales des communes rurales pourront être autorisées, par arrêtés des commissaires du Gouvernement dans les départements, à adopter l'uniforme suivant :

Habillement. — Tunique-blouse de chanvre ou de lin, bleue, bordée d'un galon mi-partie blanc, mi-partie écarlate de vingt millimètres de largeur pour chaque couleur, et disposé de manière à ce que la couleur écarlate forme le bord de la blouse; collet en serge écarlate, échanuré, orné d'une grenade blanche et fermé au moyen d'une agrafe. La fente du devant de la blouse descend jusqu'à la ceinture et se ferme au moyen de trois gros boutons d'uniforme en métal blanc; la blouse se serre au-dessus des hanches au moyen d'une coulisse dans laquelle est passé un ruban de fil noir. Manches larges par le haut, terminées par un parement rond, fendu sur le côté en dehors et fermé par deux petits boutons d'uniforme.

Coiffure. — Képi en drap bleu avec liseré rouge sur les coutures; cocarde en étoffe ou en tissu.

Épaulettes en laine rouge pour les sous-officiers, caporaux et gardes nationaux, retenues par une bride rouge et un petit bouton d'uniforme.

Marques distinctives des grades : en argent, et conformes à celles des divers grades de l'armée.

5. Des règlements proposés, arrêtés et approuvés dans la forme prescrite par les articles 73 et 74 de la loi du 22 mars 1851, selon qu'il s'agira d'une garde nationale communale ou d'une garde nationale cantonale, pourront autoriser ces gardes nationales à conserver ou à adopter.

Pour les caporaux et les sous-officiers : l'épaulette des gardes nationaux.

Pour les officiers : le ceinturon de sabre en cuir verni, à belières, avec plaque d'uniforme.

4. Les objets d'habillement, d'équipement et d'armement maintenant en service dans les gardes nationales, qui ne seraient point conformes aux dispositions du présent arrêté, pourront être tolérés jusqu'au 1^{er} janvier 1849.

Si à cette époque un nouveau délai paraît nécessaire, il pourra être accordé par arrêtés des commissaires du Gouvernement, sauf approbation du ministre de l'intérieur.

Paris, le 9 avril 1848.

Signé, LEDRU-ROLLIN.

Etranger.

TRAHISON!

C'est le cri que poussent l'Allemagne et la Prusse; trahison! c'est le cri dont le journal *la Réforme* se fait l'intelligent écho.

« Les Polonais et les Allemands sont trahis : qu'ils agissent, il n'y a pas un instant à perdre.

« Le bruit de la reconstitution du royaume de Pologne, par Nicolas, publié par des journaux connus, était évidemment faux. En voici l'origine. Une lettre de Vorsovie, que nous avons sous les yeux, annonce que Nicolas est venu dans cette ville et a eu une conférence avec un des frères du roi de Prusse. A Berlin, pour endormir l'opinion, on a répandu la nouvelle de la réorganisation du royaume de Pologne. Dans la séance de la diète de Berlin, le ministre d'Auverswald a déclaré au nom du roi, qu'il ne pouvait être question de la réorganisation de la Pologne, mais l'administration du grand-duché de Posen. M. de Krasezewski a répondu au ministre du roi de Berlin :

« A chaque instant je reçois des nouvelles vraiment « fâcheuses de Posen; les autorités prennent une position hostile vis-à-vis de la nation polonaise; les « soldats tiennent un langage provocateur. La question « polonaise est devenue vitale pour toute la popula- « tion éclairée, et cependant on a recours à des me- « sures rigoureuses.

« Posen a été déclaré en état de siège. J'ai en main « une proclamation du gouvernement de Bronnberg « qui est une véritable provocation à des scènes comme « celles de la Galicie. On sait bien que la Pologne n'est « rien sans l'Allemagne; mais l'Allemagne aussi n'est « rien sans la Pologne. Elles ont un ennemi commun, « un ennemi que naguère encore on craignait. (Mur- « mures. — Nous ne craignons rien!) Tant que la Po- « logne restera Pologne, la Russie ne peut faire une « invasion. »

« Les députés du privilège ont aussitôt jeté les hauts cris. On a déclaré le grand-duché de Posen rebelle, et les troupes ont reçu ordre d'agir.

« Les misérables veulent encore l'assassiner.

« L'armement des Polonais a été déclaré illégal et dangereux. Les intentions bienveillantes des Russes ont été proclamées par le président supérieur et le général commandant le grand-duché de Posen. Le président supérieur de la province de Silésie a aussi publié un arrêté qui déclare nulle toute renonciation à des droits seigneuriaux; il a ajouté que si de nouveaux désordres avaient lieu, ils seraient réprimés au besoin par la force armée.

« Ces nouvelles sont officielles.

« Les rois sont toujours les mêmes; leurs Galiciens aiguissent leurs poignards; les voleurs de 1772 ne veulent pas restituer l'héritage des grands orphelins.

« Que la nation allemande y avise. Lorsque les Russes auront opéré leur jonction avec les troupes prussiennes, l'échafaud royal se dressera sur toutes les places publiques de l'Allemagne.

« Il est temps, il est temps, encore une fois, d'y songer. Que les Allemands se hâtent d'agir, car on enlève aux paysans polonais jusqu'à leurs faulx et leurs couteaux... Quant à Nicolas, il vient de faire pendre treize émissaires polonais qui ont été saisis dans la Pologne russe.

« Dans toute l'Allemagne la sympathie est grande cependant. Une correspondance du *Libéral liégeois* dit positivement qu'à Aix-la-Chapelle un comité polonais a été formé pour recevoir des enrôlements. Déjà plus de cinq cents volontaires se sont présentés. De véritables meetings ont lieu chaque soir; la troupe laisse faire, et la police ne se montre nulle part.

« Ce mouvement, les Allemands doivent le généraliser et surtout le rendre efficace par des armes et des munitions. »

— On écrit de Posen, le 5 avril :

« Le général Colomb, commandant à Posen, vient de déclarer la forteresse en état de siège; mais il annonce que les habitants n'ont rien à craindre d'un bombardement, et que cette mesure n'est prise que contre les ennemis intérieurs et extérieurs de l'Etat.

POLOGNE.

Posen, 4^{er} avril. — A Varsovie, le prince de Paskevitch a fait assembler les principaux habitants, et leur a fait prêter un serment au nom de l'empereur qu'ils ne voyageraient à l'étranger que pour affaires particulières, et qu'ils s'abstiendraient de la lecture de journaux et brochures politiques. Les habitants ont prêté ce serment. Le prince leur demanda ensuite, au nom de l'empereur, de lui faire connaître leurs vœux; mais la réponse a été que l'on ne pouvait savoir cela que par une assemblée du peuple.

Le prince a déclaré une pareille réunion contraire aux lois de police et a fini par dire qu'il annoncerait à l'empereur que les Polonais n'avaient rien à désirer. A Berlin, on répandait le bruit que l'empereur avait fait venir de Varsovie quatre membres de l'ordre équestre, quatre de l'ordre des bourgeois et quatre de celui des paysans, pour délibérer avec eux sur les améliorations à accorder. Tous ces bruits méritent confirmation.

D'après d'autres rapports, les nouvelles d'Allemagne ont trouvé accès en Pologne malgré la rigueur de la surveillance sur les frontières. Les individus qui font lecture des journaux sont pendus aux arbres. On enlève les faulx aux paysans.

ESPAGNE.

— On nous communique ce soir une correspondance qui annonce que, dans un conseil intime tenu à Madrid, Christine et Narvaez auraient résolu de s'appuyer sur les carlistes et de leur tendre la main. La base essentielle de cette alliance serait la dissolution du mariage de la reine, à qui on donnerait pour époux le comte de Montemolin, qu'on proclamerait roi de droit et de fait.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CABAGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.